



To: The Honourable Marie-Claude Bibeau, Minister of Agriculture and Agri-Food

October 11, 2022

RE: Mandatory reporting required for traceability and transparency

Dear Minister,

Thank you for reassuring the organic sector that you will guarantee traceability of all genetically engineered products (genetically modified organisms or GMOs), to protect the integrity of the Canada Organic Standards and the future of organic food and farming in Canada.

We reiterate that voluntary disclosure of information by product developers, as proposed by the Canadian Food Inspection Agency in current regulatory guidance drafts, would not be reliable. Voluntary reporting would put many farmers, food businesses, and markets at risk. It would also engender public mistrust in the food system and government regulation thereof. Our organizations have detailed the anticipated gaps and profound risks of the proposed voluntary approach that would rely on the cooperation and self-organization of product developers (see for example, [New Proposals Would Eliminate Transparency on GMOs in Canada](#) from CBAN).

Transparency and traceability of genetically engineered seeds, feed, and food requires mandatory reporting to the federal government of all genetically engineered products as defined in the Canada Organic Standards. Transparency and traceability will only be possible if the CFIA and Health Canada retain their regulatory authority over all genetically engineered products such that, prior to release into the environment or onto the market, the departments require submission of information from product developers and have the ability to provide it to Canadians in a timely, trusted, and accessible way.

The CFIA proposes to exempt many future GMOs (many of those with no foreign DNA) from Part V of the *Seeds Regulations* and thereby hand many GMO risk assessments over to product developers and remove the ability of CFIA to require reporting of these GMOs. These proposals would surrender CFIA regulatory authority over many future GMOs such that CFIA would rely on product developers to voluntarily report many future GMOs poised to enter the market.

On November 17, 2021, [105 groups wrote to you and the Minister of Health to ask for transparency and government oversight of all genetically engineered foods and seeds](#). This request was clearly stated as follows:

We demand government oversight of all genetically engineered foods and seeds including those produced through gene editing. All genetically engineered foods and seeds should be subject to government safety assessments and mandatory reporting to government.

We call on the Ministers of Health and Agriculture and Agri-Food to commit to transparency and independent science in the regulation of all genetically engineered organisms for use in food and farming.

We oppose the sale of unregulated, unreported genetically engineered foods and seeds. We oppose the proposals from Health Canada and the Canadian Food Inspection Agency (CFIA) that would allow many gene-edited genetically engineered foods and seeds onto the market with no government oversight.

A public opinion poll conducted by [Pollara Strategic Insights in April 2022](#) confirmed these same concerns over transparency and government oversight in the general public. The poll found that a majority of Canadians (54%) are already concerned about the safety of GM foods and oppose by a margin of nearly 2 to 1 (46% to 24%) the proposals to let companies conduct their own safety assessments of some GM foods produced through gene editing (those with no foreign DNA) rather than require independent regulators at Health Canada to assess safety.

We remain concerned that the full market and safety impacts of the proposed regulatory guidance have not been fully evaluated nor properly accounted for by the CFIA.

We urge you to direct the CFIA, and coordinate with the Minister of Health, to maintain regulatory authority over all genetically engineered products to ensure transparency and government oversight prior to release into the environment and onto the market.

Sincerely,



Katie Ward
President
National Farmers Union



Garry K. Johnson
President
SaskOrganics



Thibault Rehn
Coordinator
Vigilance OGM



Lucy Sharratt
Coordinator
Canadian Biotechnology Action Network

Contact: Lucy Sharratt, Canadian Biotechnology Action Network coordinator@cban.ca 902 209 4906

L'honorable Marie-Claude Bibeau
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Objet : Déclaration obligatoire requise pour assurer la traçabilité et la transparence

Madame la Ministre,

Je vous remercie d'avoir assuré au secteur biologique que vous garantirez la traçabilité de tous les produits génétiquement modifiés (organismes génétiquement modifiés ou OGM) afin de préserver l'intégrité des Normes canadiennes sur la culture biologique ainsi que l'avenir de l'alimentation et l'agriculture biologiques au Canada.

Nous réitérons qu'il ne serait pas sûr de confier aux développeurs de produits la déclaration volontaire de l'information, comme le propose l'ébauche des orientations réglementaires de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. La déclaration volontaire mettrait en péril bon nombre d'agriculteurs, d'entreprises agroalimentaires et de marchés. Elle susciterait également la méfiance du public envers le système alimentaire et sa réglementation par le gouvernement. Nos organisations ont énuméré les lacunes et les graves risques inhérents à l'approche volontaire proposée, qui dépendrait de la coopération et de l'auto-organisation des développeurs de produits (voir par exemple, [*OGM : Les nouvelles orientations réglementaires proposées entraîneraient un manque total de transparence*](#) de RCAB).

Pour assurer la transparence et la traçabilité des semences, des aliments pour animaux et des denrées alimentaires génétiquement modifiés, il faut maintenir la déclaration obligatoire au gouvernement fédéral de tout produit génétiquement modifié selon la définition des Normes canadiennes sur la culture biologique. Pour assurer la transparence et la traçabilité, l'ACIA et Santé Canada doivent conserver leur pouvoir de réglementation sur tous les produits génétiquement modifiés afin d'assurer qu'avant leur commercialisation ou leur dissémination dans l'environnement, le ministère reçoive l'information des développeurs de produits et puisse la transmettre à la population canadienne en temps voulu, de manière fiable et accessible.

L'ACIA propose de soustraire plusieurs futurs OGM (dont plusieurs OGM exempts d'ADN étranger) à l'application de la Partie V du *Règlement sur les semences*. Cela aurait pour effet de céder aux développeurs de produits plusieurs évaluations des risques des OGM et de retirer à l'ACIA la capacité d'exiger leur déclaration. Selon ces propositions, l'ACIA céderait son autorité réglementaire sur plusieurs futurs OGM, se fiant aux développeurs de produits pour déclarer de manière volontaire plusieurs futurs OGM sur le point d'être commercialisés.

Le 17 novembre 2021, [105 groupes vous ont écrit ainsi qu'au ministre de la Santé pour exiger plus de transparence et la supervision par le gouvernement de tous les aliments et semences génétiquement modifiés.](#) Cette demande s'exprimait clairement comme suit :

Nous demandons au gouvernement d'exercer une surveillance sur tous les aliments et les semences génétiquement modifiés, incluant ceux qui sont issus de l'édition du génome. Tous les aliments et les semences génétiquement modifiés devraient faire l'objet d'une évaluation de leur innocuité par le gouvernement, et être obligatoirement déclarés au gouvernement.

Nous demandons également à la ministre de la Santé et à la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de s'engager à ce que tous les organismes génétiquement modifiés utilisés en alimentation et en agriculture soient réglementés de façon transparente sur la base d'études scientifiques indépendantes.

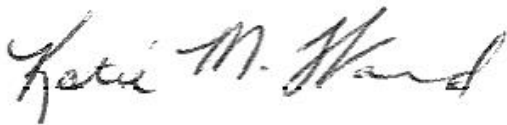
Nous nous opposons à la vente d'aliments et de semences génétiquement modifiés non réglementés et non déclarés. Nous nous opposons également aux propositions de Santé Canada et de l'Agence Canadienne d'inspection des aliments (ACIA), qui permettraient à plusieurs aliments et semences génétiquement modifiés de se retrouver sur le marché sans surveillance gouvernementale.

Un sondage d'opinion publique mené par [Pollara Strategic Insights en avril 2022](#) confirmait que la population partage les mêmes préoccupations sur la transparence et la supervision par le gouvernement. Selon le sondage, une majorité de Canadiens (54 %) s'inquiète déjà de l'innocuité des aliments transgéniques et s'oppose dans une proportion de près de 2 pour 1 (46 % par rapport à 24 %) aux propositions qui confient à l'industrie le soin de mener ses propres évaluations de l'innocuité de certains aliments GM issus de l'édition génique (les OGM exempts d'ADN étranger) plutôt que d'exiger une évaluation de l'innocuité par l'appareil réglementaire indépendant de Santé Canada.

Nous craignons toujours que l'ACIA n'ait pas pleinement évalué ou considéré adéquatement le plein impact des orientations réglementaires proposées sur les marchés et en matière d'innocuité.

Nous vous exhortons à inciter l'ACIA, en coordination avec le ministre de la Santé, à maintenir son autorité réglementaire sur tous les produits génétiquement modifiés afin d'assurer la transparence et la supervision du gouvernement avant que ces produits ne soient commercialisés et disséminés dans l'environnement.

Sincèrement,



Katie Ward
Président
National Farmers Union



Garry K. Johnson
Président
SaskOrganics



Thibault Rehn
Coordinateur
Vigilance OGM



Lucy Sharratt
Coordinatrice
Canadian Biotechnology Action Network

Contact: Lucy Sharratt, Canadian Biotechnology Action Network coordinator@cban.ca 902 209 4906